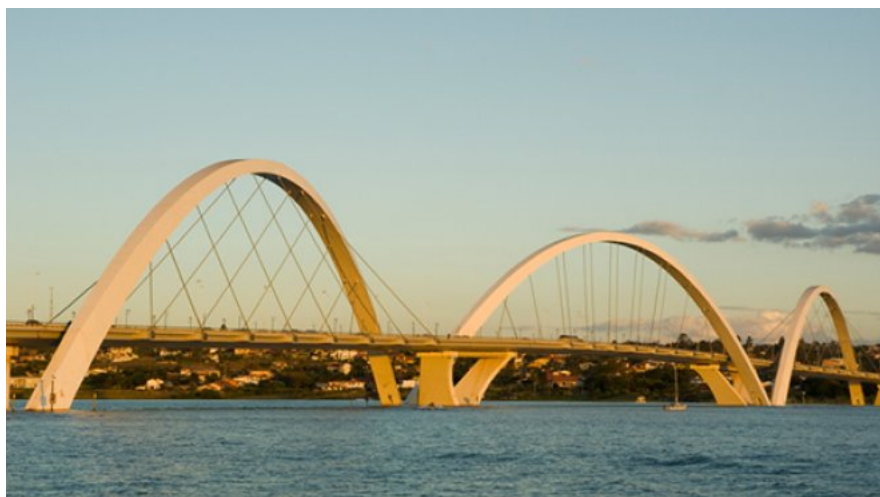




Nouvelles perspectives pour les relations de la Suisse avec le Brésil

Au cours de sa mission économique et scientifique au Brésil, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a donné de nouvelles perspectives aux relations bilatérales entre les deux pays. La conclusion d'un accord de libre-échange est désormais possible. De plus, la collaboration peut être développée dans le domaine scientifique.

Malgré un volume d'échange de plus de 3 milliards de francs, la Suisse et le Brésil ne possèdent ni accord de libre-échange ni accord de protection des investissements ou convention de double imposition. Au cours de ces dernières années, le Brésil est devenu le premier marché d'exportation de la Suisse en Amérique latine, avec un volume de 2 milliards de francs. Cela dit, la croissance de l'économie brésilienne a ralenti et avoisine les 2 %. La banque centrale du pays s'attend à un recul des exportations. Les raisons de leur fléchissement ont plusieurs fois fait l'objet de discussions au cours de la visite de la mission helvétique. Plus de 50 % des exportations concernent des matières premières, en partie non transformées. Ces dernières années, les prix des matières premières se sont contractés de 20 %. À cela s'ajoute que la production industrielle brésilienne ne s'est pas totalement remise de la crise économique mondiale de 2008. Les industries exportatrices brésiennes ne sont pas assez compétitives. La forte croissance des années suivant l'éclatement de la crise économique était portée uniquement par la consommation intérieure et les dépenses de l'État. Parallèlement, la part des investissements au PIB a fléchi à 18,7 % en 2013. Ces données mettent en évidence les défis importants qu'affronte la septième économie mondiale. Le

Brésil a un besoin urgent de réformes structurelles. Cependant, compte tenu du fait que des élections auront lieu en octobre de cette année, il est peu probable que des réformes soient engagées à court terme. En conséquence, les perspectives à court terme sont mitigées : la correction à la baisse de la cotation de S&P à BBB- reflète les incertitudes actuelles.

Les discussions menées au niveau gouvernemental ont mis en évidence la volonté accrue du Brésil d'intensifier les relations économiques avec la Suisse et d'améliorer les conditions-cadre dans cette optique. Les propositions dans ce sens avaient échoué jusqu'à présent. Après que l'organisation faîtière de l'économie CNI a souligné la volonté de conclure un accord de libre-échange et un accord sur les investissements entre le Mercosur et la Suisse, le ministre des Affaires étrangères brésilien, Luiz Alberto Figueiredo, a exprimé, à son tour, son intérêt pour une poursuite des discussions. Dans ce contexte, il est important que la Suisse disparaisse définitivement de la liste des paradis fiscaux. À l'heure actuelle, elle ne figure pas sur cette liste, mais elle est « suspendue ». Cela n'est pas une situation optimale pour les investisseurs directs suisses au Brésil – la Suisse figurant parmi les six premiers pays à investir dans ce pays. À moyen terme, les deux pays ont intérêt à conclure une convention de double imposition.

La mission avait aussi un volet scientifique et comptait des chercheurs suisses de haut rang. Dans ce cadre, il a été possible de négocier une déclaration d'intention entre des institutions de recherche. La délégation suisse a en outre assisté à l'inauguration d'un bureau de Swissnex à Rio de Janeiro, établissant ainsi la collaboration en matière de promotion de l'innovation.